



Malaise à l'Office national des forêts

Die

Depuis la fin du mois de mars, à l'entrée des forêts domaniales Dioises, nous avons vu fleurir des autocollants de la forme d'un panneau de danger de signalisation routière. Ils annoncent la fermeture des forêts publiques avec liquidation en cours.

À côté, se trouvent également deux tracts intitulés "La forêt publique en danger" et "La forêt publique sans forestier". C'est l'intersyndicale de l'Office National des Forêts qui est à l'origine de cette action symbolique pour attirer les usagers et les collectivités sur un danger sous-jacent.

Par ces messages, ils informent des décisions prises par leur direction générale et des ministres de tutelle (agriculture et environnement) et des conséquences qu'elles pourraient engendrer.

L'intersyndicale dénonce « une privatisation »

Outre les revendications syndicales concernant « l'attaque des missions de service public et la remise en cause du statut d'établissement public en dehors de tout débat démocratique », l'intersyndicale pointe le doigt sur la privatisation pour la gestion des forêts publiques. Et « son industrialisation au service des lobbies financiers ».

D'après les responsables syndicaux, le malaise a commencé en 2000 quand la situation financière de l'ONF a motivé une profonde réorganisation à tous les niveaux. Que ce soit statutaire, hiérarchique ou territoriale.

Depuis, l'ONF a perdu environ un tiers de ses effectifs. La nomination, en 2015, de Christian Dubreuil à la tête de l'ONF a provoqué quelques interrogations et doutes quant à sa capacité à occuper un tel poste. En effet, la commission des affaires économiques du Sénat avait émis un avis défavorable par 10 voix contre et 4 voix pour. Les syndicats ont constaté, depuis sa mise en place, « le durcissement de la gestion des ressources humaines et une perte des compétences techniques du niveau national en raison des priorités et orientations stratégiques prises. »

